

# Conseil communautaire du 17 Décembre 2024

## Annexe à la note de synthèse

### COMPTE RENDU DES DECISIONS ADOPTEE PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DE SES DELEGATIONS

**Compte rendu de la décision n°32 – 2024 signée et publiée le 14/11/24** (datée du 19/03/24 – erreur matérielle) : **Modification du règlement intérieur des Accueils de Loisirs sans hébergement.**

1 document annexe : règlement intérieur des ALSH

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** l'article n° L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil de Communauté en date du 10 Juillet 2020 donnant délégation au Président,

**Vu** la délibération N° DEL21JUN15 en date du 28 juin 2024 modifiant les tarifs des ALSH,

**Vu** la nécessité d'adapter le règlement intérieur des structures jeunesse,

**Vu** l'avis de la commission Petite enfance - Enfance - Jeunesse,

#### **D E C I D E**

De modifier le règlement intérieur applicable aux accueils de loisirs sans hébergement – ALSH - de la Communauté de Communes, au regard de la délibération du conseil communautaire en date du 28 juin 2024.

Les modifications apportées au règlement intérieur des ALSH concerne le point « tarification » :

#### **III / LA TARIFICATION (du 7 juillet 2024 au 6 juillet 2025)**

**Modalité de calcul du tarif** : Tarif à la journée = revenus déclarés avant abattements / 12 mois x taux d'effort.

- **Tarif journée entière** :
  - Plancher 4,46 euros – Plafond 18.68 euros
  - Taux d'effort pour un enfant 0.49 %
  - Taux d'effort pour deux enfants 0.41 %
  - Taux d'effort pour trois enfants et plus 0.36 %
- **Tarif à la ½ journée (incluant le repas)** :
  - Mercredi : réduction de 20% sur le tarif journée entière.
  - Vacances scolaires : réduction de 20 % sur le tarif journée entière, sachant que l'accueil en demi-journée pendant les vacances scolaires est accepté uniquement à titre exceptionnel pour les enfants en situation de handicap pendant le temps d'adaptation.
- **Autres tarifs** :
  - Nuitée et mini camps pendant les vacances : 2 fois le tarif journée.
  - Veillée (sans nuitée) : 1,5 fois le tarif journée.
  - Tarif fixe spécial enfant issu de foyer ou association spécialisée : 9.5 euros la journée.
  - Pour les enfants placés en famille d'accueil, la famille d'accueil devra fournir ses feuilles d'impôts pour calculer le tarif.

Une augmentation automatique de 3% aura lieu chaque année dès le 1<sup>er</sup> jour des vacances d'été (7 juillet 2025).

Les autres points du règlement intérieur restent inchangés.

#### **Compte rendu de la décision n°33 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de L'ALSH CASTETS ET CASTILLON**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 06-2014 du 07 Janvier 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification de l'article suivant de l'acte constitutif :

**Article 5** : Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

### **Compte rendu de la décision n°34 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de L'ALSH NOAILLAN**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 24-2014 du 12 Février 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5** : Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7** : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8** : Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9** : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10** : Le régisseur ne percevra pas une indemnité de manquement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11** : Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de manquement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12** : Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°35 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de L'ALSH VILLANDRAUT**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 25-2014 du 12 Février 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5** : Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8 :** Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10 :** Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11 :** Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12 :** Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°36 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de L'ALSH HOSTENS**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 26-2014 du 12 Février 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5 :** Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8 :** Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10 :** Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11 :** Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12 :** Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°37 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de L'ALSH LANGON**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 05-2014 du 07 Janvier 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification de l'article suivant de l'acte constitutif :

**Article 5 :** Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

## **Compte rendu de la décision n°38 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de L'ALSH ROAILLAN**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 12-2014 du 07 Janvier 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5** : Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7** : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8** : Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9** : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10** : Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11** : Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12** : Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

## **Compte rendu de la décision n°39 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de L'ALSH TOULENNE**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 19-2014 du 07 Janvier 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5** : Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7** : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8** : Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10 :** Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11 :** Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12 :** Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°40 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de la crèche de CASTETS ET CASTILLON**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 08-2014 du 07 Janvier 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5 :** Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8 :** Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois.

**Article 9 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10 :** Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11 :** Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12 :** Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°41 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de la crèche de LANGON**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 03-2014 du 07 Janvier 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5 :** Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8** : Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9** : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10** : Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11** : Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12** : Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°42 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de la crèche de NOAILLAN**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 36-2014 du 19 Juin 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5** : Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7** : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8** : Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9** : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10** : Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11** : Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12** : Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°43 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de la crèche de St Symphorien**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 35-2014 du 19 Juin 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5** : Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8 :** Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10 :** Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11 :** Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12 :** Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°44 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance de la crèche de Toulonne**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 10-2014 du 07 Janvier 2014

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants de l'acte constitutif :

**Article 5 :** Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8 :** Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10 :** Le régisseur ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11 :** Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de maniement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12 :** Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

### **Compte rendu de la décision n°45 – 2024 du 27/11/2024 : Modification des termes de la décision relative à la création de la régie d'avance du MACFA**

**Jérôme GUILLEM, Président du Conseil de la Communauté de Communes du Sud Gironde,**

**Vu** la délibération n° DEL20JUIL08 en date du 10 Juillet 2020, donnant délégation au Président, à créer des régies intercommunales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

**Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;**

**Vu** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

**Vu** la Décision n° 13-2014 du 28 Juillet 2017

**Vu** l'avis favorable du Comptable public assignataire en date du 02/10/2024

#### **D E C I D E**

De porter modification des articles suivants :

**Article 5 :** Les dépenses désignées à l'article 4 pourront être payées selon les modes de règlements suivants : en numéraire ou carte bancaire, contre remise d'un justificatif de paiement (facture)

**Article 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Service Dépôts de Fonds de la DRFIP33.

**Article 7 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 500 €

**Article 8 :** Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal la totalité des justificatifs de dépenses au minimum une fois par mois ;

**Article 9 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination

**Article 10 :** Le régisseur ne percevra pas une indemnité de manquement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 11 :** Le mandataire suppléant ne percevra pas une indemnité de manquement des fonds selon la réglementation en vigueur

**Article 12 :** Le président de la Communauté de Communes du Sud Gironde et Comptable assignataire des régies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

## Déclaration d'Intention d'Aliéner

**Mois de novembre 2024 – Jérôme GUILLEM, Président**

Renonciations

| DECISION       | Commune             | Propriétaire | n° cadastre                 | superficie<br>m <sup>2</sup> | Adresse                            | Nature       |
|----------------|---------------------|--------------|-----------------------------|------------------------------|------------------------------------|--------------|
| DECIS24NOV341U | LE PIAN SUR GARONNE | MARTINET     | AE 58 - 59 - 61 - 66        | 8 105,00                     | 238 COTE DE LATASTE                | RENONCIATION |
| DECIS24NOV342U | VILLANDRAUT         | NICOLAS      | AC 415                      | 271,00                       | 12 RUE JEAN LAPEYRE                | RENONCIATION |
| DECIS24NOV343U | LANGON              | DURAND       | AK 505                      | 544,00                       | 11 IMPASSE CABERNET                | RENONCIATION |
| DECIS24NOV344U | LANGON              | RENOVBAT 33  | AC 573                      | 255,00                       | 18 RUE BRION                       | RENONCIATION |
| DECIS24NOV345U | LANGON              | SCI ASRPJ    | AL 280 - 282                | 1 500,00                     | 11 BIS RUE CONDORCET               | RENONCIATION |
| DECIS24NOV346U | LANGON              | LERIS        | AC 63                       | 64,00                        | 30 RUE SAINT GERVAIS               | RENONCIATION |
| DECIS24NOV347U | LANGON              | FERRON       | AN 519                      | 317,00                       | 22 RUE DU COULOUMEY                | RENONCIATION |
| DECIS24NOV348U | LANGON              | PICAUD       | AC 239                      | 60,00                        | 2 RUE LOUIS BEAULIEU               | RENONCIATION |
| DECIS24NOV349U | LANGON              | BORDERIE     | E 1127                      | 413,00                       | 5B LOTISSEMENT LE HAMEAU DE GACIAN | RENONCIATION |
| DECIS24NOV350U | LANGON              | HERON        | AH 131                      | 96,00                        | 10 RUE LONGIN                      | RENONCIATION |
| DECIS24NOV351U | LANGON              | LIMA         | AB 138                      | 139,00                       | COURS DU GENERAL LECLERC           | RENONCIATION |
| DECIS24NOV352U | LANGON              | LACOUR       | AK 499                      | 652,00                       | 29 AVENUE PIERRE COSTE             | RENONCIATION |
| DECIS24NOV353U | LANGON              | MARQUETTE    | AC 38                       | 136,00                       | 10 RUE ARMAND DUMEAU               | RENONCIATION |
| DECIS24NOV354U | LANGON              | SAINT ESPES  | AB 290                      | 600,00                       | 32 COURS DU GENERAL LECLERC        | RENONCIATION |
| DECIS24NOV355U | LANGON              | SCI NSB      | D 679                       | 375,00                       | 15 AVENUE RENE CASSIN              | RENONCIATION |
| DECIS24NOV356U | LANGON              | DROILLARD    | D 1192                      | 859,00                       | ROUTE DE VILLANDRAUT               | RENONCIATION |
| DECIS24NOV357U | LANGON              | BELLOC       | AK 204                      | 309,00                       | 8 AVENUE NELSON MANDELA            | RENONCIATION |
| DECIS24NOV358U | LANGON              | CASTETS      | AI 214                      | 605,00                       | RUE JULES FERRY                    | RENONCIATION |
| DECIS24NOV359U | LANGON              | BEST         | AI 470                      | 241,00                       | 23 RUE DE LA CITE DUCASSE          | RENONCIATION |
| DECIS24NOV360U | LANGON              | BERNADET     | AB 268                      | 100,00                       | 48 RUE FABRE                       | RENONCIATION |
| DECIS24NOV361U | VERDELAIS           | MARQUES      | C 1203 - 1226 - 1227 - 1231 | 1 003,00                     | 4 IMPASSE MARIE VAL                | RENONCIATION |
| DECIS24NOV362U | LOUCHATS            | FRONSAC      | A 1451                      | 1 297,00                     | LIEU DIT LE BOURG                  | RENONCIATION |
| DECIS24NOV363U | LOUCHATS            | HARRIBEY     | A 3485 - 3487 - 3489        | 2 250,00                     | LIEU DIT LE BOURG                  | RENONCIATION |
| DECIS24NOV364U | COIMERES            | LELIEVRE     | E 723                       | 1 012,00                     | 960 RUE DU SABLA                   | RENONCIATION |
| DECIS24NOV365U | NOAILLAN            | ROUSSEAU     | VI 28                       | 1 240,00                     | 7 RUELLE DU MARAING                | RENONCIATION |
| DECIS24NOV366U | HOSTENS             | DEKOSTER     | B 2772 - 2783               | 676,00                       | 2 BIS RUE DU MOUSSE                | RENONCIATION |
| DECIS24NOV367U | SAINTE MACAIRE      | DUPRAT       | C 391                       | 788                          | 33 COURS DU 30 JUILLET             | RENONCIATION |

| DECISION       | Commune           | Propriétaire               | n° cadastre                              | superficie<br>m <sup>2</sup> | Adresse  | Nature       |
|----------------|-------------------|----------------------------|--|------------------------------|--|--------------|
| DECIS24NOV368U | COIMERES          | LEODDI                     | D 426                                    | 1500                         | 10 LOTISSEMENT LES<br>JARDINS DE LA<br>CLAIRIERE | RENONCIATION |
| DECIS24NOV369U | TOULENNE          | DADOUCH                    | B 3054 -<br>3285                         | 1924                         | 23 ROUTE DE<br>LANDIRAS                          | RENONCIATION |
| DECIS24NOV370U | BIEUJAC           | MACE                       | ZA 395                                   | 1412                         | RUE DE<br>MAISONNEUVE                            | RENONCIATION |
| DECIS24NOV371U | FARGUES           | BOUBESSLA                  | B 1012 -<br>1011 - 1015 -<br>1016 - 1013 | 853                          | ROUTE DES GARRES                                 | RENONCIATION |
| DECIS24NOV372U | NOAILLAN          | FAURENS                    | B 8714 -<br>1100 - 1464 -<br>1465 - 1466 | 2949                         | 45 ROUTE DE<br>PEYREBERNEDE                      | RENONCIATION |
| DECIS24NOV373U | SAINTE<br>MACAIRE | NATHAN                     | C 89                                     | 530                          | 61 COURS DE LA<br>REPUBLIQUE                     | RENONCIATION |
| DECIS24NOV374U | LANGON            | DOMOFRANCE                 | AI 204 - 205 -<br>259                    | 3571                         | 11 BOULEVARD JEAN<br>MOULIN                      | RENONCIATION |
| DECIS24NOV375U | LANGON            | RENOVBAT 33                | AC 573                                   | 255                          | 18 RUE BRION ET 25<br>RUE BIRAN                  | RENONCIATION |
| DECIS24NOV376U | LANGON            | LEBREIRO                   | AE 176 -231                              | 1951                         | 25 RUE CHARLES<br>BRANNENS                       | RENONCIATION |
| DECIS24NOV377U | LANGON            | VERNE                      | AN 518                                   | 234                          | 21 RUE DU<br>COULOUMEY                           | RENONCIATION |
| DECIS24NOV378U | LANGON            | MALLET                     | AH 172                                   | 357                          | 60 RUE LONGIN                                    | RENONCIATION |
| DECIS24NOV379U | LANGON            | SCI 30 RUE AMAND<br>DUMEAU | AC 108                                   | 106                          | RUE AMAND DUMEAU                                 | RENONCIATION |